SECRETARY-GENERAL'S PEACEBUILDING FUND
MODELE DE DOCUMENT DE PROJET

United Nations Peacebuilding

DOCUMENT DE PROJET PBF

Pays : Burundi	
TITRE DU PROJET : Appui à la Résilience des jeunes face aux conflits sociopolitiques au Burundi **NUMERO Projet / MPTF Gateway :**	
Modalité de financement PBF: ☐ IRF ☒ PRF	
Liste de toutes les agences récipiendaires des fonds PBF : UNFPA, UNICEF et UNESCO **Liste d'autres partenaires de mise en œuvre (Gouvernementaux ou non-Gouvernementaux):** • **Ministère de la Jeunesse, des Postes et des TIC** • Ministère de l'Intérieur, de la Formation patriotique et du développement local • Principaux partenaires non-Gouvernementaux : COPED, AFSC, Université du Burundi, Fondation Intahe, TUBIYAGE, FONEB, PMC, PEAB, NCA, Centre Ubuntu	
Date estimative de début du projet[1]: 15 septembre 2018 **Durée du projet en mois :[2] 18 mois** **Zones géographiques de mise en œuvre du projet :** **Ngozi, Kirundo, Makamba, Gitega, Rumonge, Mwaro, Bujumbura Rural.** Les zones choisies sont des provinces ayant été fortement touchées par les crises sociopolitiques et les communes qui seront priorisées lors des planifications locales seront celles qui se trouvent aux frontières avec les pays voisins et susceptibles d'être touchées à nouveau. **Ce choix de zones d'intervention n'est pas limitatif et pourra éventuellement être complété en fonction d'informations pertinentes nouvelles.**	
Est-ce que le projet fait part d'une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF: ☐ Initiative de promotion de la jeunesse	
Budget total du projet PBF* (par agence récipiendaire) : **UNFPA:** $ 1 024 001 **UNICEF**: $ 876 000 **UNESCO**: $ 649 999 **Total PBF** : $ 2 550 000 **Le budget total approuve et le transfert de la deuxième tranche, ou toute tranche subséquente sont conditionnelles, et sujettes à l'approbation de PBSO, et a la disponibilité des fonds dans le compte de PBF*	

[1] Note: actual commencement date will be the date of first funds transfer.
[2] Maximum project duration for IRF projects is 18 months, for PRF projects – 36 months.

Toute autre source de financement existant pour le projet (montant et source) : 0 Budget total du projet **: $ 2 550 000**	
PBF 1ère tranche: 70% UNFPA : $ 717,415 70% UNICEF : $ 612,575 70% UNESCO : $ 446,196	**PBF 2ème tranche*:** 30% UNFPA : $ 306,586 30% UNICEF : $ 263,425 30% UNESCO : $ 203,803

Deux-trois phrases avec une brève description du projet et une explication succincte de la façon dont le projet est rapide, catalytique et tolérant au risque / innovant:

Ce projet est proposé par UNFPA, UNICEF et UNESCO pour contribuer à rompre le cycle de violence que vit le Burundi depuis son accession à l'indépendance en 1962. Il s'agira précisément de travailler à une perception constructive du passé douloureux du pays par les jeunes filles et garçons, à réduire les cas de frustration et de mécontentement liés au passé et à briser le cycle de transfert des douleurs aux nouvelles générations. Cela permettra de promouvoir la réconciliation, la gestion pacifique de l'héritage du passé et la résilience des jeunes face à de potentielles incitations à la haine.

Le présent projet est construit sur base des leçons tirées des consultations et interventions précédentes du PBF.

Résumez le processus de consultation dans le pays et le processus d'endossement préalable à la soumission à PBSO, y compris à travers la revue / consultation du Comité de pilotage PBF s'il existe.

Le processus de consultation a commencé à travers les exercices menés avec les parties prenantes, et a consisté à tirer les leçons des interventions passées. En effet, dans le cadre de précédents projets PBF, les parties prenantes que sont les jeunes filles et les jeunes garçons, les responsables de la jeunesse, les responsables administratifs, les responsables politiques, ont en effet -sous la coordination des agences UNFPA, UNICEF, UNDP et UNV- réalisé des diagnostics, tiré des leçons apprises et des bonnes pratiques, et suggéré des orientations pour des interventions futures.

Le présent projet prend sa base en partie sur ces résultats antérieurs, notamment en ce qui concerne la gestion du passé. Il implique les ministères clés (**Ministère de la jeunesse en tant lead technique** et celui du Développement Local, Ministère de la Communication et des média / CIEP, Ministère du Genre), la Commission vérité et réconciliation (CVR) et les partenaires de mise en œuvre (COPED, FONEB, Enfants Journalistes, Idea Box, PMC, Scouts, Guides, PEAB, NCA, Centre Ubuntu, RET et Tubiyage Université du Burundi, Fondation Intahe, CENAP) en prenant en compte leurs inputs afin de les amener à s'approprier le projet final. **Ces partenaires ici cités ne sont pas limitatifs et pourront être complétés si besoin en était.**

Marqueur genre du projet[3] : 2__

Spécifiez le pourcentage et le montant du budget total du projet alloues aux activités qui ont un lieu direct avec l'égalité entre les sexes / renforcement des capacités des femmes :

Les budgets qui ont un lien direct avec l'égalité entre les sexes par agence :

UNFPA : $ 512 000

UNICEF : $ 438 000

UNESCO : $ 325 000

De manière globale, 50 % du budget du projet sont alloués aux activités qui ont un lien direct avec l'égalité entre les sexes et le renforcement des capacités des jeunes filles et des femmes.

[3] **Score 3** pour les projets qui ont l'égalité entre les sexes comme objectif principal (minimum 80% du budget total est alloué à l'égalité entre les sexes et le renforcement des capacités des femmes).
Score 2 pour les projets qui ont l'égalité entre les sexes comme objectif significatif (minimum 30% du budget qui va à l'égalité entre les sexes et le renforcement des capacités des femmes
Score 1 pour les projets qui contribuent d'une certaine manière a l'égalité entre les sexes, mais pas de manière significative (moins de 15% du budget total).

Marqueur risque du projet[4] : __1___ **Revoir d'abord le tableau des résultats**	
Sélectionnez le domaine d'intervention prioritaire (« focus area ») de PBF qui résume le mieux le sujet du projet (choisissez seulement un domaine[5]) : (2.3) Prévention/gestion des conflits Le présent projet contribue à l'Effet 4.1. de l'UNDAF qui stipule que : *D'ici 2023, les femmes et les hommes, de tout âge et particulièrement les groupes vulnérables accèdent équitablement aux services d'institutions et aux mécanismes communautaires qui garantissent la redevabilité, la paix, l'égalité du genre, la justice, et le respect des droits de l'homme de manière efficace, indépendante et transparente.*	
Type de soumission : **Nouveau projet** ☒ **Révision de projet** ☐	**S'il s'agit d'une révision de projet, sélectionnez tous les changements qui s'appliquent et fournissez une justification brève en bas:** **Extension de la durée :** ☐ Durée additionnelle du projet en mois : **Changement de résultat / sujet :** ☐ **Changement de l'allocation budgétaire entre résultats ou augmentation de plus de 15% par catégorie de budget :** ☐ **Budget PBF additionnel :** ☐ Budget additionnel par agence récipiendaire: **USD XXXXX** **Justification courte pour la révision:** *NB : s'il s'agit d'une révision, montrez tout changement du document projet en rouge ou en MODE REVISION. Veuillez également inclure un nouveau cadre de résultat et budget en indiquant de manière claire les changements apportés. Les parties sans modifications restent les mêmes. De nouvelles signatures seront requises.*

[4] 0 = risque faible pour l'attente des résultats
1 = risque moyen pour l'attente des résultats
2 = risque élevé pour l'attente des résultats

[5] (1.1) Réforme du Secteur de la Sécurité, (1.2) État de droit, (1.3) DDR, (1.4) Dialogue politique
(2.1) Réconciliation nationale ; (2.2) Gouvernance démocratique ; (2.3) Prévention/gestion des conflits
(3.1) Création d'emplois ; (3.2) Accès équitable aux services sociaux
(4.1) Renforcement des capacités nationales de l'État ; (4.2) Prolongement de l'autorité de l'État/de l'administration locale ;
(4.3) Gouvernance des ressources de consolidation de la paix et Secrétariat PBF

SIGNATURES DU PROJET :

AGENCE RECIPIENDAIRE *Name of* [redacted] **TIEMOK** *Signature* [redacted] *Name of* [redacted] *Date et ta* [redacted] *Name of Representative Jeremy Hopkins* *Signature* *Name of Agency: UNICEF* *Date et tampon:* 09.10.18 *Name of Representative* Hilaire KPOTU *PO :* [redacted] *Sign* [redacted] *Name of Agency* UNESCO *Date et tampon:* BUJUMBURA	**Représentant du Gouvernement national** *Nom : Honorable Evelyne BUTOYI* *Signature* *Titre : Ministre de la Jeunesse* *Date et tampon :* [redacted]
Coordinateur Résident *Nom :* [redacted] *Signature* [redacted] *Date &* [redacted] BUREAU DU COORDONNATEUR RESIDENT DU SYSTEME DES NATIONS UNIES AU BURUNDI	**Peacebuilding Support Office (PBSO)** *Name of Representative :* [redacted] *Signature* [redacted] Assistant Secretary-General, Peacebuilding Support Office *Date& Seal* 2 OCT 2018

[6] Veuillez inclure un bloc de signature dans le tableau pour chaque agence récipiendaire du projet.

I. Contexte de consolidation de la paix et justification pour l'appui de PBF (4 pages max)

Depuis son indépendance en 1962, le Burundi est confronté à des violences sociopolitiques répétitives ayant des aspects intercommunautaires, dont les racines sont notamment une lecture et une gestion problématiques du passé, créant un cercle vicieux de violences.

Une étude[7] a été conduite en 2017 sur la résilience communautaire des jeunes au Burundi face aux conflits sociopolitiques. Cette étude qui a connu une large participation de jeunes filles et garçons et une adhésion du Gouvernement, à travers l'appui du Ministère de la Jeunesse, a abouti aux mêmes conclusions que les consultations foraines.

Cette étude confirme en effet que l'une des causes des crises cycliques et de la faible capacité de résilience chez les jeunes réside dans la méthode de transmission aux jeunes générations de l'histoire du Burundi, méthode qui est très souvent partisane, contribuant ainsi à perpétrer le cycle de frustration au sein des nouvelles générations.

L'une des recommandations phares de cette étude est de repenser, la façon de présenter le passé de ce pays, de sorte qu'elle soit impartiale et basée sur les valeurs culturelles et traditionnelles du Burundi.

Une autre étude sur *les aspirations des jeunes pour le Burundi de demain*[8], réalisée en 2018 par le CENAP (Centre d'alerte et de prévention des conflits) et Interpeace, recommande entre autres : *i)* de concevoir des cadres de dialogue entre les jeunes et en particulier les jeunes des partis politiques pour les initier aux valeurs renforçant l'éducation citoyenne et l'esprit de tolérance dans la société, *ii)* de développer et promouvoir les capacités des jeunes à faire des recherches sur les crises du passé non documentées afin de contribuer à la reconstitution de la vérité sur l'histoire conflictuelle au Burundi.

Le projet est d'autant plus à propos que le Burundi traverse un moment crucial lié au changement de la constitution et à la préparation des élections de 2020.

Certains politiciens développent des approches de radicalisation et de conditionnement des jeunes au travers des discours polarisants basés sur une version manipulée de l'histoire du Burundi ou sur une mauvaise gestion de ladite histoire. Etant donné que tout ceci peut conduire à une escalade de la violence, il est important d'agir le plus tôt possible. Le présent projet conjoint cible spécifiquement les jeunes, particulièrement ceux qui pourraient être facilement manipulés par les partis politiques ou entrainés dans des actes de violence. A défaut de pouvoir produire une connaissance objective et factuelle des crises passées, un effort de résilience et de pacification face au passé peut être impulsé par ce projet et être pérennisé du fait de l'alliance avec des réseaux communautaires existants et de l'appropriation par les leaders locaux (notamment l'administration communale).

D'autre part, de nombreuses opportunités sont présentes, notamment les espaces communautaires mis en place lors des projets précédents, des associations, des mouvements religieux, des mouvements de jeunesse, le réseau des femmes médiatrices, ou encore des centres de lecture et d'animation culturelle, sans oublier les écoles ou encore les troupes de théâtre populaire et participatif. Ces espaces vont servir de structures de base pour les activités de ce projet, et grâce à leurs compétences en matière d'encadrement (acquises lors des interventions passées) ils pourront dynamiser la capacité intrinsèque des jeunes à impulser des changements positifs, sans compter leur importance numérique.

Puisque par le passé, les solutions apportées pour gérer les crises n'ont pas eu l'impact souhaité sur la mémoire collective, les communautés continuent à avoir une lecture partisane de ce passé douloureux qui se transmet de génération en génération, ce qui prépare l'éclosion potentielle de nouvelles crises.

---

[7] Orientations sur la résilience communautaire des jeunes au Burundi face aux conflits sociopolitiques

[8] Etude sur les aspirations de jeunes sur le Burundi de demain, Janvier 2018, Centre d'Alerte et de Prévention des Conflits, en partenariat avec Interpeace.

Mais avec l'implication effective des jeunes, le Burundi peut rompre avec cette vision dichotomique et conflictuelle de son histoire.

Aussi, l'histoire récente du pays a montré la fragilité des jeunes face aux comportements de certains politiciens qui les ont manipulés, voire incités à la haine politico-communautaire pour arriver à leurs fins. L'instrumentalisation des jeunes avant et après les élections expose ceux-ci à des violences dont ils sont souvent les premières victimes et parfois les acteurs volontaires ou involontaires.

De ce qui précède, UNFPA, UNICEF et UNESCO, en partenariat avec toutes les parties prévenantes, proposent de mettre en œuvre un projet visant à contribuer à une augmentation de la résilience des jeunes filles et garçons face aux éléments controversés du passé du pays et à briser le cycle de transfert des douleurs du passé aux nouvelles générations, afin de promouvoir la réconciliation et une culture de paix.

Sous l'égide des trois agences des Nations Unies qui travailleront en collaboration avec le Ministère de la jeunesse et celui du Développement Communal, le projet propose des changements structurels au niveau communautaire pour donner priorité à l'implication des jeunes et à leur participation dans les dynamiques de promotion d'une perception positive du passé au niveau local.

Ce projet propose de mettre en place des mécanismes communautaires, animés et gérés par des jeunes filles et garçons -particulièrement les plus vulnérables-, dans leur diversité sociopolitique, en vue de pérenniser les initiatives de prévention des conflits, de réconciliation et de consolidation de la paix, et de rompre ainsi avec l'histoire de crises et le passé douloureux du pays.

Ce projet est élaboré dans une cohérence d'ensemble avec les documents d'orientation nationale (la vision 2025, en son pilier 6 intitulé : *cohésion sociale et valeurs culturelles fondamentales*, ainsi que les documents cadres des Nations Unies (UNDAF et ODD).

En effet, le projet est arrimé à l'effet 4 de l'UNDAF « *D'ici 2023, les femmes et les hommes, de tout âge et particulièrement les groupes vulnérables accèdent équitablement aux services d'institutions et aux mécanismes communautaires qui garantissent la redevabilité, la paix, l'égalité du genre, la justice, et le respect des droits de l'homme de manière efficace, indépendante et transparente* » ainsi qu'à l'objectif numéro 16 des Objectifs de Développement Durable (ODD).

Basé sur les acquis du programme passé, le projet met un accent particulier sur l'appropriation nationale à travers 1) l'implication des jeunes filles et garçons dès la conception et développement du programme, 2) l'implication de deux ministères partenaires clés (Ministère de la jeunesse et le |Ministère du développement local) et la CVR, 3) l'implication des organisations de jeunesse et des organisations de développement. Le processus d'implication et d'appropriation a commencé depuis les consultations qui ont été conduites dans le cadre de la mise en œuvre des interventions du précèdent programme. Ce processus a permis d'identifier, avec les acteurs et les bénéficiaires, les principales leçons tirées, les bonnes pratiques et les prochaines étapes.

L'une de ces leçons est que la crispation et le manque de résilience des jeunes d'aujourd'hui sont liés à la façon traumatique de présenter et de percevoir l'histoire du pays, avec, d'un côté les victimes et de l'autre les bourreaux, donnant ainsi aux uns l'envie de se venger sur les autres. Aussi, la nouvelle orientation des interventions est de s'attaquer aux douloureuses images du passé pour rompre avec ce cycle de violence.

L'objectif est d'utiliser les acquis de ce programme, en se basant sur les principaux acteurs que sont les jeunes filles et garçons, sur l'administration et les autres partenaires, pour aider les jeunes à mieux comprendre leur histoire, l'accepter et ainsi rompre avec le cycle de violence que le pays connait depuis six décennies.

En dehors des activités du niveau national, les zones principales d'intervention sont Ngozi, Kirundo, Makamba, Gitga, Rumonge, Bujumbura Rural. Les zones choisies sont des provinces ayant été fortement touchées par les crises sociopolitiques et les communes qui seront priorisées lors des planifications locales seront celles qui se trouvent aux frontières avec les pays voisins et susceptibles d'être touchées à nouveau.
L'identification des bénéficiaires et la répartition budgétaire tiendront compte de la participation de 50% de filles et 50% de garçons.

II. Contenu du projet, justification stratégique, et stratégie de mise en œuvre

a) Brève description du contenu du projet

Ensemble avec toutes les parties prenantes, le projet vise à renforcer la capacité de résilience des jeunes filles et garçons à travers la construction d'une image et d'une perception positive de l'histoire et à créer un environnement favorable à l'émergence de cette résilience à travers le plaidoyer.

Basée sur la définition de l'UNDG[9] « Resilience is *the capacity of individuals, communities and institutions to anticipate, prepare for, resist, withstand, adapt to, transform and recover from crises* » et la stratégie de résilience de l'UNCT, la notion de résilience dans le cadre de ce projet réfère à la capacité des jeunes filles et garçons à résister aux manipulations sociopolitiques, au discours exploitant les faits douloureux du passé, incitant à la victimisation de soi et à l'accusation de l'autre, à la haine, et à la vengeance.

Le Burundi a vécu un contexte dit de *globalisation* entendue comme le fait de transposer les conflits survenus entre deux groupes ethniques d'une localité donnée, aux groupes ethniques identiques d'une autre localité, sans que cette dernière localité n'ait rien à voir avoir avec les problèmes survenus dans la première localité. Il faut noter que ce phénomène peut être observé entre différents groupes ethniques d'une même localité. Le cycle de violence est ainsi perpétré de génération en génération. Ainsi, la résilience des jeunes filles et garçons consiste à les préparer à faire face à ce type de transfert de conflits. La résilience a aussi trait au renforcement des capacités des jeunes filles et garçons à faire face aux conflits liés à la gestion des terres (ces conflits fonciers ont un lien avec le passé des communautés) et à la réintégration des rapatriés et des personnes déplacées. Enfin, la capacité des jeunes à faire face aux conflits intergénérationnels fait partie de la résilience de ces derniers et, à travers ce projet, leurs capacités seront renforcées pour y faire face.

b) Cadre des résultats : résultats et produits

La présente intervention transformative va se concrétiser à travers les deux résultats suivants :

<u>Résultat 1 :</u> Les jeunes filles et les jeunes garçons sont résilients et contribuent à la réconciliation et à la prévention des violences à travers une meilleure perception du passé.

- ***Produit 1. 1* : *Les jeunes filles et garçons, sont des agents de changement en matière de résilience communautaire et participent à la présentation constructive du passé du pays***
  Ce produit se focalise sur les jeunes filles et garçons pour faire d'eux des agents de changement afin qu'ils puissent participer à la présentation constructive du passé, en se basant sur les valeurs culturelles du Burundi. Ce produit vise un renforcement de capacités **et un changement au niveau individuel**.
- ***Produit 1. 2* : *Les capacités des réseaux communautaires de jeunes filles et garçons sont renforcées pour relayer une compréhension apaisée du passé dans les communautés.***

[9] Definition taken from the UNDG Strategic Framework for Resilient Development in Africa, 2017, p. 6

Il est centré sur les réseaux communautaires, les mouvements et associations de jeunesse de sorte qu'ils favorisent la bonne compréhension, par les jeunes filles et garçons, du passé de ce pays, renforçant ainsi leur capacité de prévention des conflits, de réconciliation et leur capacité de résilience. Ce produit se focalise sur un changement au **niveau sociocommunautaire**.

Résultat 2 : Les institutions nationales contribuent à une présentation constructive du passé aux jeunes filles et garçons.

- ***Produit 2.1: Les leaders d'opinion, les autorités locales et les médias contribuent au renforcement des capacités des jeunes filles et garçons en matière de résilience communautaire en lien avec le passé***
  Il vise les leaders y compris les leaders politiques, associatifs et les médias pour améliorer leurs capacités en matière de résilience en lien avec le passé.
- ***Produit 2.2 : Les décideurs au niveau national prennent en compte les attentes des jeunes en rapport avec la présentation constructive du passé***
  Ce produit vise à ce que les décideurs soient plus attentifs aux attentes des jeunes filles et garçons que ce soit dans les organisations de la jeunesse comme le Conseil National de Jeunesse ou les instances nationales et locales. Sont considérés comme décideurs, les parlementaires des provinces concernées, (35 parlementaires et 12 sénateurs), ainsi que les responsables des 30 partis politiques. Ils seront ciblés à travers des fora et sessions de plaidoyer, des messages spécifiques leur seront adressés.

En outre, il est prévu un produit de coordination des interventions, de documentation et partage des bonnes pratiques, intitulé comme suit :

- ***La coordination, le suivi et l'évaluation, la documentation et la communication, sont opérationnels***

Ces produits constituent un ensemble cohérent qui cible les jeunes filles et garçons en un premier temps, ensuite les réseaux communautaires et les institutions et enfin les leaders d'opinion, pour créer les conditions du changement.

Ces résultats recherchés contribuent à différentes étapes : i) stimuler l'engagement et la participation actifs des jeunes filles et garçons au processus de résilience, ii) créer un environnement sociopolitique favorable à la gestion constructive des séquelles du passé, à travers entre autres la prise en compte des besoins et attentes des jeunes filles et garçons.

Ces résultats permettent de créer les conditions de la rupture avec cette histoire difficile et à regarder résolument vers l'avenir.

Les détails du cadre des résultats intégrant les indicateurs est en annex B.

c) Théorie du changement pour le projet

Les différents diagnostics socio-politiques conduits avec les parties prenantes au cours des projets précédents, la revue de la littérature, ainsi que l'étude conduite en 2017 sur la capacité de résilience des jeunes filles et garçons ont tous montré une crispation sur un passé douloureux, enseigné aux jeunes générations, souvent de façon partisane.

Cette image douloureuse se transmet de génération en génération de sorte que le cycle de violence lié à la victimisation de soi, à l'accusation de l'autre et à l'idée de vengeance, demeure présent.

Aussi, partant du postulat que :

Si *l'histoire de ce pays est présentée et perçue de façon apaisée aux nouvelles générations qui n'en ont pas été témoins,*

Si *la victimisation de soi, l'accusation de l'autre laissent place à un engagement résolu vers un avenir meilleur avec tous, dépourvu de préjugés et d'idées préconçues,*

Si *les leaders contribuent à une présentation apaisée et constructive des événements douloureux du passé,*

Alors *les conditions et les opportunités d'un dialogue social inclusif seront créées, toutes choses qui permettent à la jeune génération de se parler dans un langage nouveau, sans haine engendrée par le passé, et sans discrimination ni rancune.*

Les interventions proposées sont : (1) renforcer les capacités des jeunes filles et garçons, agents de changement, à avoir un autre angle d'analyse du passé et stimuler l'engagement et la participation actifs des jeunes filles et garçons au processus de résilience (2) renforcer les capacités des leaders d'organisations de jeunes et des partis politiques à un nouveau style de leadership, prenant en compte des besoins et attentes des jeunes filles et garçons.

Les interventions liées à la transformation des réseaux et des institutions en place, et celles liées au renforcement des capacités des leaders politiques sont particulièrement délicates. En effet, la transformation des institutions est difficile à cause de la lourdeur de leur fonctionnement habituel. Cela va certainement demander beaucoup d'efforts, de ressources et de temps. De plus, il n'est pas évident de transformer également le style de leadership de certains acteurs politiques sans courir le risque de la récupération politique.

d) Stratégie de mise en œuvre du projet

Cibles et critères de sélection

Ces critères de sélection sont utilisés par toutes les agences qui s'assurent que la transparence a été de mise et que tous les critères ont été respectés.

Cibles	Critères de sélection	Acteurs impliqués
Les jeunes garçons et filles agents de changement	Ils sont choisis : • En collaboration avec les partenaires de mise en œuvre et l'administration locale • Dans les zones d'intervention qui ont subi des conflits par le passé. • Parmi ceux qui vivent au quotidien avec les séquelles du passé douloureux *(exemple : ceux ayant perdu les leurs, ayant été spoliés de leur terre, etc.)* • Parmi toutes les communautés en présence • A parité égale entre garçons et filles • En fonction de leur qualité intrinsèque de personne intègre	• Les partenaires de mise en œuvre • L'administration locale • Les agences des Nations Unies, en tant qu'observateurs
Les réseaux, associations et mouvements de jeunesse	Ils sont choisis : • En fonction de leur expérience en matière d'encadrement de la jeunesse dans leur localité.	• Les partenaires de mise en œuvre • L'administration locale

	• Sur la base d'au moins deux années d'expérience de travail dans le domaine de la jeunesse	• Les agences des Nations Unies, en tant qu'observateurs
Les leaders	Ils sont choisis parmi les partis au pouvoir, l'opposition, les réseaux religieux et traditionnels, les responsables administratifs	• Les partenaires de mise en œuvre • L'administration locale • Les agences des Nations Unies, en tant qu'observateurs

Du caractère conjoint du projet

Tirant leçons des interventions des projets passés, et pour éviter une juxtaposition d'activités qui n'ont pas de lien les unes avec les autres, ainsi que pour faire en sorte que tous les bénéficiaires aient accès au même paquet d'activités, et de ce fait assurer l'effet multiplicateur des interventions, une attention particulière sera portée sur le caractère conjoint du projet, comme suit :

- Toutes les démarches de présentation du projet au Gouvernement et aux autres partenaires, bien qu'organisées par l'UNFPA -l'agence lead- se feront de façon conjointe par les trois agences.
- Avant le démarrage du projet, un atelier de programmation conjoint sera organisé par les trois agences, et rassemblera toutes les parties prenantes. L'objectif de cet atelier est d'élaborer ensemble un plan de travail conjoint avec un dispositif de suivi évaluation consensuel (réunions de programmation et de coordination, les missions de suivi sur le terrain, etc.), et un séquençage clair des activités des différentes agences en fonction de leur expertise et avantage comparatif, des zones d'intervention, les critères de choix des partenaires et des bénéficiaires à différents niveaux, ainsi qu'une définition des concepts et des principes clés. . La programmation conjointe permettra non seulement d'éviter les doublons, d'avoir une cohérence d'ensemble dans les interventions, mais aussi et surtout de faire en sorte qu'il y ait le plus grand nombre de bénéficiaires possible, recevant les mêmes activités quelle que soit la zone d'intervention concernée.
- Les modules, les guides, les supports, les messages, et les curricula en termes de paquet d'activités vont être élaborés de façon conjointe. Il est retenu que chaque agence ait une zone d'intervention spécifique avec ses partenaires, mais le paquet d'activités de services à délivrer dans toutes les zones d'intervention seront strictement les mêmes.
- L'étude de base et de fin sur les perceptions, bien que sous la responsabilité de l'UNESCO, verra une grande implication de toutes les agences dans l'élaboration des termes de référence, la méthodologie, la participation aux différentes analyses qui seront effectuées et le suivi, de sorte à assurer que les préoccupations de toutes les agences sont prises en compte.

De l'étendue des interventions du projet

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités du projet, les formations, la fourniture des services et le renforcement des capacités des bénéficiaires sont des interventions locales. Elles seront menées au niveau communautaire et seront limitées aux zones choisies, en collaboration avec les organisations locales.

Par ailleurs, les activités en lien avec la communication/information ainsi que le plaidoyer seront menées à l'échelle nationale, à travers l'utilisation des médias traditionnels et des médias sociaux. Ainsi, les radios, les journaux, la télévision, les média sociaux seront utilisés pour assurer une diffusion nationale des messages de promotion de la résilience.

Les zones d'intervention sont choisies parmi celles qui ont été le plus durement touchées par la violence générée par les différentes crises, notamment celles de 1972, de 1993 et de 2015, et aussi celles touchées par les conflits fonciers, et les déplacements internes, les points d'arrivée et de départ des flux migratoires.

La parité entre hommes et femmes sera l'un des critères de base dans le choix des bénéficiaires, mais aussi un accent sera mis sur les activités sociales qui concernent surtout les femmes et les filles, dans le cadre de la promotion de l'égalité de genre.

III. Gestion du projet et coordination

a) Organisations récipiendaires et partenaires de mise en œuvre

Agences récipiendaires	Partenaires
UNFPA	• Min Jeunesse, Min du développement communal, COPED, PMC, American Friends Services Committee (AFSC),
UNICEF	• Min Jeunesse, Min Comm / CIEP, Min Genre, FONEB, PMC, PEAB, Centre Ubuntu, RET
UNESCO	• **Ministère de la Jeunesse des postes et des Technologies de l'information**, Ministère de l'intérieur, de la formation patriotique et le développement local, Université du Burundi, Fondation Intahe, Tubiyage, Media

Partenaires nationaux

Principaux Partenaires	Rôle dans le projet
Ministère de la Jeunesse des postes et des Technologies de l'information	Assure la coordination globale du projet. Point focal du Gouvernement dans la mise en œuvre du projet
Ministère de l'intérieur, de la formation patriotique et du développement local	Facilite la mise en œuvre pratique du projet sur le terrain à travers la mobilisation de l'administration locale, des jeunes et des leaders à la base.
Ministère de la communication et des média	Assure la visibilité des interventions du projet au niveau national
FONEB	Contribue à assurer la participation des jeunes dans la mise en œuvre du projet.
COPED	Assure la mise en œuvre des activités sur le terrain, en termes de formation, d'encadrement et de renforcement des capacités des jeunes filles et garçons
PMC	Contribue à la visibilité du projet et la conscientisation/sensibilisation des populations à la base, à travers la radio
Centre Ubuntu	Contribue à la mise en œuvre du projet à travers le théâtre et autres interventions participatives
PEAB	Contribue à la mise en œuvre du projet à travers le renforcement des compétences de vie et de résilience des jeunes filles et garçons
Université du Burundi	Réalise les études de base et de fin sur les perceptions du passé

Fondation Intahe	Mobilise les jeunes autour des valeurs culturelles au niveau communautaire
Tubiyage	Véhicule les valeurs constructives à travers le théâtre
AFSC	Assure la mise en œuvre des activités sur le terrain, en termes de formation, d'encadrement et de renforcement des capacités des jeunes filles et garçons
RET	Contribue à assurer la participation des jeunes filles et garçons dans la mise en œuvre du projet à travers leurs structures/ réseaux respectifs.

Cette liste des partenaires de mise en œuvre est indicative et non limitative. Elle peut évoluer en fonction du contexte et/ou de l'émergence de nouveaux partenaires locaux à même d'appuyer efficacement l'atteinte des résultats.

Agence Chef de file

L'UNFPA va jouer le rôle de chef de file au cours de la mise en œuvre de ce programme.

b) Gestion du projet et coordination

L'équipe de gestion du projet est composée, des trois agences impliquées, sous le lead de l'UNFPA. Chaque agence nommera un point focal, comme il en a été dans les projets PBF précédents.

7,25% (185 000 USD) du budget du présent projet sera consacré à la contribution aux salaires de ces staffs qui vont assurer la mise en œuvre du projet.

Un plan d'appui technique sera élaboré à cet effet.

Sous la coordination de l'UNFPA, chaque agence va générer des rapports biannuels narratifs et financiers à soumettre au Bureau d'appui pour la consolidation de la paix (PBSO) suivant le calendrier indiqué au niveau des dispositions administratives.

UNFPA , en tant qu'agence lead, va organiser les rencontres ordinaires et/ou extraordinaires avec les parties prenantes, conduire le processus de rédaction des rapports mandataires en collaboration avec le Secrétariat Technique PBF qui va les poster sur le site du MPTF.

L'UNFPA assurera l'interface entre i) les agences impliquées et la partie nationale, **en l'occurrence les ministères de la jeunesse et de l'intérieur,** ii) avec les organisations partenaires de mise en œuvre, iii) avec le secrétariat technique du PBF.

UNFPA va organiser les sorties de suivi, les ateliers de coordination et de planification et de suivi des activités.

Les rapports techniques informeront les discussions du Comité de pilotage du projet qui sera composé de partenaires du Gouvernement notamment le **Ministère de la jeunesse**, de l'UNFPA, de l'UNICEF et de l'UNESCO, ainsi que les gestionnaires de projets venant des organismes partenaires.

Les partenaires seront également tenus informés de l'état d'avancement de la mise en œuvre du projet par le biais d'autres mécanismes de coordination avec le système des Nations Unies. La visibilité du projet sera assurée à travers les activités de communication/information prévues à cet effet par chaque agence.

Le Ministère de la Jeunesse assure le leadership technique et la coordination du programme, notamment à travers les visites de suivi sur le terrain.

De la capacité opérationnelle des agences :

- UNICEF et UNFPA viennent de clôturer, le 30 Juin 2018, un projet sur la cohésion sociale et la sécurité communautaire dans les provinces de Kirundo, Bujumbura, Gitega, Makamba, Rumonge, ce qui leur confère une grande connaissance du terrain en matière de consolidation de la paix. Ces interventions ont été menées avec les réseaux de jeunes, les organisation de la société civile, les média, des leaders communautaires et collinaires.
- UNESCO, est intervenu dans 5 des six provinces retenues pour ce projet (Makamba, Kirundo, Gitega, Ngozi et Rumonge). Le travail leur a permis d'interagir essentiellement avec les leaders d'opinion, les jeunes des partis politiques, les élus locaux, et les réseaux de jeunesses, les média. Ceci leur confère une grande capacité de mobilisation communautaire et un savoir-faire qui sera mis à la disposition du projet.

c) Gestion du risque

Risques	Probabilité (haute, moyenne, faible)	Gravité de l'impact sur le projet (haut, moyen, faible)	Stratégie d'atténuation (et personne/unité responsable)
Lourdeur dans le processus transformationnel des institutions pour une meilleure participation des jeunes filles et garçons	Haute	Moyenne	Impliquer les institutions identifiées dès le début de l'élaboration du projet
Récupération politique des interventions du projet	Moyenne	Haut	Mettre l'accent sur les compétences de résilience des jeunes sans aspects liés aux élections ou autres activités de type politique
Risque de perturbation de la sécurité dans les zones d'intervention	Moyenne	Moyen	Collaborer avec l'administration locale, suivre l'évolution de la situation sécuritaire sur le terrain

d) Suivi / évaluation.

Sous la coordination générale de l'UNFPA, chaque agence partenaire va allouer des fonds pour assurer le suivi, le contrôle interne et l'évaluation.
Chaque agence va assurer le suivi du projet sur base des indicateurs identifiés dans le cadre des résultats et dans le plan de suivi et évaluation qui aura été établi dès le début du projet. UNFPA assurera la compilation des données de sorte à assurer le suivi des indicateurs de façon régulière.

Un montant de 50 000 dollars est réservé à l'évaluation indépendante finale du projet et inscrit dans les contrats de service.

Une étude de base, qui sera conduite sous le leadership de l'UNESCO, va fournir des indicateurs de base et aussi les niveaux d'atteinte des résultats.

Sur la base de sa capacité opérationnelle et son expérience en matière de gestion des programmes jeunes, UNFPA va assurer une coordination globale et le suivi de la mise en œuvre du projet. Il agira comme le principal point focal pour le programme vis-à-vis des autres partenaires des Nations-Unies, les acteurs bilatéraux et le Bureau d'appui à la Consolidation de la Paix. En outre, les trois agences partenaires participeront à un groupe de travail technique afin d'assurer un suivi régulier des progrès sur chacun des résultats du projet. Pour ce faire, des sorties conjointes seront organisées en collaboration avec les partenaires y compris le Gouvernement, des rapports statutaires seront produits et de rencontres périodiques organisées.

e) Stratégie de fin de projet / durabilité

La stratégie principale de durabilité est inscrite à travers les activités mises en œuvre par le projet. En effet, il est prévu des activités de renforcement des capacités en médiation, en communication non violente, en théâtre interactif. Les autorités locales et administratives seront étroitement associées aux activités.
Au terme du projet, chaque jeune agent de changement et chaque réseau/ mouvement de jeunesse, dont les capacités auront été renforcées, devra élaborer un plan d'action dans lequel seront inscrites des activités qu'il compte mener dans la communauté, afin de pérenniser les acquis du projet.

En outre, toute la documentation des bonnes pratiques, les guides et documents qui seront produits, ainsi que les équipements qui seront achetés constitueront des acquis du projet et qui vont continuer à servir dans les sens de la construction et la consolidation de la paix dans les communautés.

IV. Budget du projet *(Cfr fichier en Excel)*

Le budget met l'accent sur les bénéficiaires directs que sont les jeunes filles et garçons, les leaders, les réseaux, organisations et mouvements de jeunesse, pour renforcer leurs capacités à gérer le passé du pays de manière constructive.

Les équipements constituent une faible part du budget. Mais il est prévu le matériel de communication, des guides, de faire de la recherche, de produire et de diffuser les bonnes pratiques du projet, toute chose qui va permettre de capitaliser les acquis du projet et d'en assurer la pérennisation.

Le projet va s'appuyer sur les acquis des différentes agences en termes de staff et de moyens logistiques. Une petite partie du budget et prévue pour l'appui à au salaire de maximum deux staffs qui vont travailler sur le projet, pour assure les missions de terrain, pour acheter quelques fournitures de bureau

Annexe A.1: Project Administrative arrangements for UN Recipient Organizations

(This section uses standard wording – please do not remove)

The UNDP MPTF Office serves as the Administrative Agent (AA) of the PBF and is responsible for the receipt of donor contributions, the transfer of funds to Recipient UN Organizations, the consolidation of narrative and financial reports and the submission of these to the PBSO and the PBF donors. As the Administrative Agent of the PBF, MPTF Office

transfers funds to RUNOS on the basis of the signed Memorandum of Understanding between each RUNO and the MPTF Office.

AA Functions

On behalf of the Recipient Organizations, and in accordance with the UNDG-approved "Protocol on the Administrative Agent for Multi Donor Trust Funds and Joint Programmes, and One UN funds" (2008), the MPTF Office as the AA of the PBF will:

- Disburse funds to each of the RUNO in accordance with instructions from the PBSO. The AA will normally make each disbursement within three (3) to five (5) business days after having received instructions from the PBSO along with the relevant Submission form and Project document signed by all participants concerned;
- Consolidate the financial statements (Annual and Final), based on submissions provided to the AA by RUNOS and provide the PBF annual consolidated progress reports to the donors and the PBSO;
- Proceed with the operational and financial closure of the project in the MPTF Office system once the completion is completed by the RUNO. A project will be considered as operationally closed upon submission of a joint final narrative report. In order for the MPTF Office to financially closed a project, each RUNO must refund unspent balance of over 250 USD, indirect cost (GMS) should not exceed 7% and submission of a certified final financial statement by the recipient organizations' headquarters.);
- Disburse funds to any RUNO for any costs extension that the PBSO may decide in accordance with the PBF rules & regulations.

Accountability, transparency and reporting of the Recipient United Nations Organizations

Recipient United Nations Organizations will assume full programmatic and financial accountability for the funds disbursed to them by the Administrative Agent. Such funds will be administered by each RUNO in accordance with its own regulations, rules, directives and procedures.

Each RUNO shall establish a separate ledger account for the receipt and administration of the funds disbursed to it by the Administrative Agent from the PBF account. This separate ledger account shall be administered by each RUNO in accordance with its own regulations, rules, directives and procedures, including those relating to interest. The separate ledger account shall be subject exclusively to the internal and external auditing procedures laid down in the financial regulations, rules, directives and procedures applicable to the RUNO.

Each RUNO will provide the Administrative Agent and the PBSO (for narrative reports only) with:

Type of report	Due when	Submitted by
Semi-annual project progress report	15 June	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in

		consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
Annual project progress report	15 November	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
End of project report covering entire project duration	Within three months from the operational project closure (it can be submitted instead of an annual report if timing coincides)	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
Annual strategic peacebuilding and PBF progress report (for PRF allocations only), which may contain a request for additional PBF allocation if the context requires it	1 December	PBF Secretariat on behalf of the PBF Steering Committee, where it exists or Head of UN Country Team where it does not.

Financial reporting and timeline

Timeline	**Event**
30 April	Annual reporting – Report **Q4 expenses** (Jan. to Dec. of previous year)
Certified final financial report to be provided by 30 June of the calendar year after project closure	

UNEX also opens for voluntary financial reporting for UN recipient organizations the following dates

31 July	Voluntary Q2 expenses (January to June)
31 October	Voluntary Q3 expenses (January to September)

Unspent Balance exceeding USD 250, at the closure of the project would have to been refunded and a notification sent to the MPTF Office, no later than six months (30 June) of the year following the completion of the activities.

Ownership of Equipment, Supplies and Other Property

Ownership of equipment, supplies and other property financed from the PBF shall vest in the RUNO undertaking the activities. Matters relating to the transfer of ownership by the RUNO shall be determined in accordance with its own applicable policies and procedures.

Public Disclosure

The PBSO and Administrative Agent will ensure that operations of the PBF are publicly disclosed on the PBF website (http://unpbf.org) and the Administrative Agent's website (http://mptf.undp.org).

Annexe B : Cadre de résultats

Nous allons garder la parité égale entre les garçons et les filles.

L'Age des agents de changement est compris entre 14 et 35 ans. Nous commençons assez tôt avec les jeunes pour developper la résilience dès le jeune âge.

Résultats/indicateurs de résultats	Produits/Activités	Indicateurs	Moyens de vérification	Etapes
Résultat 1 : Les jeunes filles et les jeunes garçons sont résilients et contribuent à la réconciliation et à la prévention des violences à travers une meilleure perception du passé. •		**Indicateur 1.1 :** **% de** bénéficiaires du projet témoignant que la violence a diminué au niveau communautaire ***Base : 0%*** ***Cible : 30%*** **Indicateur 1.2** Le nombre de cas de conflits entre jeunes réglés par les « jeunes agents de changement » au niveau communautaire ***Base : 0*** ***Cible : 2 000*** **Indicateur 1.3** Le nombre de réseaux ayant un plan d'action à la fin du projet ***Base : 0*** ***Cible : 10***	Rapport de sondage sur les perceptions	

Résultats/indicateurs de résultats	Produits/Activités	Indicateurs	Moyens de vérification	Etapes
	Produit 1. 1 : Les jeunes filles et garçons, sont des agents de changement en matière de résilience communautaire et participent à la présentation constructive du passé du pays 1. Produire un guide sur la base d'éléments culturels pour améliorer la perception des jeunes par rapport au passé 2. Produire les contenus audio-visuels promouvant la résilience, le pardon et la réconciliation (chaque agence) 3. Diffuser des messages, spots publicitaires, magazines, vidéos sur la réconciliation focalisés sur les jeunes 4. Former un pool de jeunes sur les techniques interactives et participatives pour la réconciliation, sur la médiation communautaire, sur le dialogue pour la paix, sur la participation des jeunes et gestion des conflits. 5. Organiser des séances sur la résilience communautaire dans les zones d'interventions et les réseaux. 6. Organiser des jeux éducatifs et interactifs sur la réconciliation	**Indicateur 1.1.1** Nombre de jeunes filles et garçons qui ont été formés sur le paquet d'interventions[10] des trois agences. ***Base : 0*** ***Cible : 1 000 (500 filles, 500 garçons)*** **Indicateur 1.1.2** Pourcentage de jeunes filles et garçons, agents de changement, qui organisent des activités[11] en lien avec la gestion positive du passé. ***Base : 0*** ***Cible : 100% (50 % de filles et 50% de garçons)***	• Etude de base sur les perceptions (début et fin du projet) • Rapports d'activités des parties prenantes (semestriels et annuels) • Rapports des visite conjointes (semestriels et annuels)	

1. [10] Techniques interactives et participatives, sur la médiation communautaire, sur le dialogue pour la paix, sur la participation des jeunes et, communication non-violente et non-violence active, résolution pacifique des conflits, la production d'outils

[11] Séances sur la résilience communautaires, théâtre interactif, jeux éducatifs, médiation, dialogues communautaires,

Résultats/indicateurs de résultats	Produits/Activités	Indicateurs	Moyens de vérification	Etapes
	7. Renforcer les capacités des jeunes en matière de production d'outils de communication sur la résilience 8. Equiper les espaces de rencontre des jeunes 9. Former les jeunes bénéficiaires sur la communication non violente et non-violence active 10. Former les jeunes bénéficiaires sur la résolution pacifique des conflits			
	Produit 1. 2 : Les capacités des réseaux communautaires de jeunes filles et garçons sont renforcées pour relayer une compréhension apaisée du passé dans les communautés 1. Organiser des fora d'échanges et de dialogues intergénérationnels sur la résilience face aux conflits, le pardon, la tolérance politique 2. Mettre en place trois nouveaux centres multi média de rencontre pour jeunes *3.* Renforcer les capacités des réseaux communautaires y compris les nouveaux, en matière de résilience communautaire, *4.* Appuyer les réseaux communautaires pour la mise en œuvre des activités liées à la résilience communautaire et la gestion du passé.	**Indicateur 1.2.1** Le nombre de réseaux et de structures communautaires qui mettent en œuvre des activités[12] de renforcement de la résilience des jeunes filles et garçons en lien avec le passé. ***Base : 0*** ***Cible : 10*** **Indicateur 1.2.2** Pourcentage de jeunes qui sont satisfaits de l'action des réseaux communautaires en lien avec la bonne gestion du passé ***Base : 0%*** ***Cible : 80% (40 % de filles et 40% de garçons)***	• Etude de base sur les perceptions (début et fin du projet) • Rapports d'activités des parties prenantes (semestriels et annuels) • Rapports des visites conjointes (semestriels et annuels)	•

[12] Organiser des fora d'échanges, des dialogues intergénérationnelles sur la résilience, animer les centres multi média et les espaces de rencontre pour jeunes,

Résultats/indicateurs de résultats	Produits/Activités	Indicateurs	Moyens de vérification	Etapes
Résultat 2 : Les institutions nationales contribuent à une présentation constructive du passé aux jeunes filles et garçons. •		Indicateur 2.1: % de personnes témoignant que le discours politique est apaisé ***Base : à déterminer*** ***Cible :*** **Indicateur 2.2** Nombre d'activités publiques tenues par les institutions nationales dans le cadre du renforcement des capacités de résilience des jeunes filles et garçons ***Base : 0*** ***Cible : 10*** **Indicateur 2.3** Nombre de plans d'institutions développés au cours du projet et qui intègrent les attentes des jeunes filles et garçons ***Base : 0*** ***Cible : 2***	Recueil des témoignages Rapports d'ateliers	

Résultats/indicateurs de résultats	Produits/Activités	Indicateurs	Moyens de vérification	Etapes
	Produit 2.1*: *Les leaders d'opinion et les autorités locales et les médias contribuent au renforcement des capacités des jeunes filles et garçons en matière de résilience communautaire en lien avec le passé 1. Organiser des sessions de plaidoyer auprès des élus, en faveur d'une meilleure gestion du passé par les jeunes filles et garçons 2. Appuyer la dynamisation des comités mixtes de sécurité sensibles à la jeunesse, spécifiquement les jeunes filles	**Indicateur 2.1.1** Nombre d'autorités locales et leaders d'opinion engagés dans la mise en œuvre des activités axées sur la résilience des jeunes filles en lien avec le passé ***Base : 0*** ***Cible : 100 (30 femmes et 70 hommes)***[13]	• Etude de base sur les perceptions (début et fin du projet) • Rapports d'activités des parties prenantes (semestriels et annuels) • Rapports des visite conjointes (semestriels et annuels)	
	Produit 2.2 : *Les décideurs au niveau national prennent en compte les attentes des jeunes en rapport avec la présentation constructive du passé* 1. Organiser un forum national de plaidoyer des jeunes impliqués dans le projet auprès de décideurs 2. Organiser de sessions de plaidoyer auprès des leaders locaux pour les sensibiliser aux besoins, attentes et apports des jeunes quant à prévention des conflits et violences, à travers une bonne gestion du passé 3. Organiser des sessions de diffusion de la stratégie de résilience auprès des	**Indicateur 2.1.2** Nombre de leaders d'opinion engagés dans la mise en œuvre des activités axées sur la résilience des jeunes filles en lien avec le passé ***Base : 0*** ***Cible : 100 (50 femmes et 50 hommes)***	• Etude de base sur les perceptions (début et fin du projet) • Rapports d'activités des parties prenantes (semestriels et annuels) • Rapports des visite conjointes (semestriels et annuels)	•

[13] Les dispositions législatives prévoient un quota de 30% de représentativité pour les femmes

Résultats/indicateurs de résultats	Produits/Activités	Indicateurs	Moyens de vérification	Etapes
	leaders communaux (stratégie élaborée au cours du projet PBF passé)			
La coordination, le suivi et l'évaluation, la documentation et la communication, sont opérationnels	1. Réaliser deux études quantitatives sur les perceptions des aînés et des jeunes sur le passé, une au début et l'autre à la fin du projet. 2. Organiser de sessions de plaidoyer pour l'appropriation communautaire/ communale du projet 3. Organiser un atelier de trois jours, entre les trois agences, pour harmoniser les contenus des supports de communication, et les messages en faveur de la résilience 4. Organiser un atelier d'harmonisation des outils de collectes de données du projet. 5. Organiser les sorties conjointes de suivi du projet 6. Organiser le recueil et la diffusion des bonnes pratiques et des leçons apprises, 7. Organiser les réunions de coordination 8. Organiser des ateliers de validation des données 9. Renforcer l'équipe de suivi évaluation et d'assistance technique 10. Organiser un atelier d'élaboration des plans d'action pour chaque réseau	**Indicateur 1 :** Nombre de rapports statutaires produits dans les délais ***Base : 0*** ***Cible : 5*** **Indicateur 2 :** Nombre de supports de communication/information produits et partagés ***Base : 0*** ***Cible : 20***	• Etude de base sur les perceptions (début et fin du projet) • Rapports d'activités des parties prenantes (semestriels et annuels) • Rapports des visites conjointes (semestriels et annuels)	•

Annexe D - Budget du projet PBF				
PROJET: Appui à la Résilience des jeunes face aux conflits sociopolitiques au Burundi				
Tableau 1 - Budget du projet PBF par resultat, produit et activité				
Numéro de resultat/ produit et activité	Formulation du resultat/ produit/ activité	Budget UNFPA	Budget UNICEF	Budget UNESCO
Résultat 1: Les jeunes filles et les jeunes garçons sont résilients et contribuent à la réconciliation et à la prévention des violences à travers une meilleure perception du passé.				
		550 000	675 000	405 000
Résultat 2 : Les institutions nationales contribuent à une présentation constructive du passé aux jeunes filles et garçons.				
		115 651	60 000	109 999
Produit transversal				
		358 350	141 000	135 000
TOTAL		**1 024 001**	**876 000**	**649 999**
	Budget pour les activités	957 010	818 692	607 476
	Frais de gestion (7%)	66 991	57 308	42 523
	Coût du projet	1 024 001	876 000	649 999
	Coût total			2 550 000

RESULTAT	BUDGET	JUSTIFICATION
Résultat 1: Les jeunes filles et les jeunes garçons sont résilients et contribuent à la réconciliation et à la prévention des violences à travers une meilleure perception du passé.	**1 630 000**	**64%** du budget sont alloués à ce résultat parce qu'il s'adresse aux jeunes filles et garçons en tant que agents de changement et qui sont les bénéficiaires directes du projet. IL s'agit des ressources pour la mise en œuvre des activités, location de salles, fourniture de bureau, consultants, formation,
Résultat 2 : Les institutions nationales contribuent à une présentation constructive du passé aux jeunes filles et garçons.	**285 650**	**11%** sont alloués à ce résultat parce qu'ils constituent les bénéficiaires secondaires. Il s'agit des activités, consultants, location de salle, formation
Produit Suivi évaluation, communication partage des résultats	**634 350**	**25%** sont alloués à ce résultat parce qu'il contient toutes les activités de suivi évaluation, les études de début et de fin, les réunions de suivi, les sorties conjointe, transport, location de salle, équipements, contribution aux salaires,
TOTAL	**2 550 000**	

Annexe C: Liste à vérifier pour le lancement du projet

Questions	OUI	NON	Commentaire
1. Les partenaires de mise en œuvre ont-ils tous été identifiés ?	X		
2. Les termes de référence pour le personnel clef sont-ils finalisés et prêts être lancés ?	X		
3. Les sites d'intervention du projet ont-ils été identifiés ?	X		
4. Les communautés locales et les représentants du Gouvernement ont-ils é consultés sur l'existence du projet ?	X		
5. Une analyse préliminaire / identification des leçons apprises / activit existantes a-t'elle été faite ?	X		
6. Les critères de détermination des bénéficiaires ont-ils été identifiés ?	X		
7. Des accords ont-ils été mis en place avec la contrepartie nationa pertinente au sujet de la mise en œuvre du projet entre les agenc récipiendaires ?	X		
8. Des arrangements clairs ont-ils été prévues sur la stratégie de mise œuvre entre les agences récipiendaires différentes ?	X		
9. Quelles sont les autres activités préparatoires doivent être entreprises avant que le projet débute et combine de temps sera nécessaire pour les effectuer.	N/A		